

DEPARTEMENT DU NORD
PREFECTURE DE DUNKERQUE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CŒUR DE FLANDRE

082DECISION COMMUNAUTAIRE 2024_082

Objet : Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Bailleul pour la sécurisation des accotements du Vieux-chemin de Lille

Le Président de la Communauté d'Agglomération Cœur de Flandre,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2020/063 adoptée le 13 juillet 2020 qui autorise le Président à prendre toute décision concernant la passation, la signature et l'exécution de toute convention et de son (ses) avenant(s) soit :

- conclus sans effets financiers pour la Communauté d'agglomération
- ayant pour effet la perception d'une recette
- dont les engagements financiers pour la Communauté d'Agglomération en son nom et en qualité de délégataire sont inférieurs ou égaux à 90 000 euros HT

Sont exclus les conventions de délégation de services publics et leurs avenants.

Vu l'article L 2422-12 du Code de la commande publique prévoyant la conclusion d'une convention organisant les conditions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre personnes publiques,

Considérant que la Communauté d'agglomération Cœur de Flandre est compétente en matière d'aménagement et d'entretien de la voirie d'intérêt communautaire,

Considérant que dans une démarche de bonne gestion des deniers publics et de mutualisation des moyens, il est souhaitable de confier à Cœur de Flandre aggro la maîtrise d'ouvrage déléguée concernant les travaux de sécurisation de l'accotement du Vieux-chemin de Lille.

DECIDE

Article 1 : de signer une convention avec la commune de Bailleul pour la délégation de maîtrise d'ouvrage en faveur de Cœur de Flandre aggro pour la sécurisation des accotements du Vieux-chemin de Lille.

Le montant des travaux, estimé à 2 000 € HT + 5% de frais d'études, fera l'objet d'un remboursement en intégralité à première demande par la commune de Bailleul.

Article 2 : Ampliation de la présente décision est faite à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque pour contrôle de légalité
- Monsieur le Trésorier d'Hazebrouck
- Monsieur le Directeur Général des Services et aux services concernés, pour information et compte-rendu au Conseil de Communauté.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Hazebrouck, le 5 juin 2024

Par délégation,
Le Vice-Président en charge de la Voirie
et des infrastructures

Philippe GRIMBER

